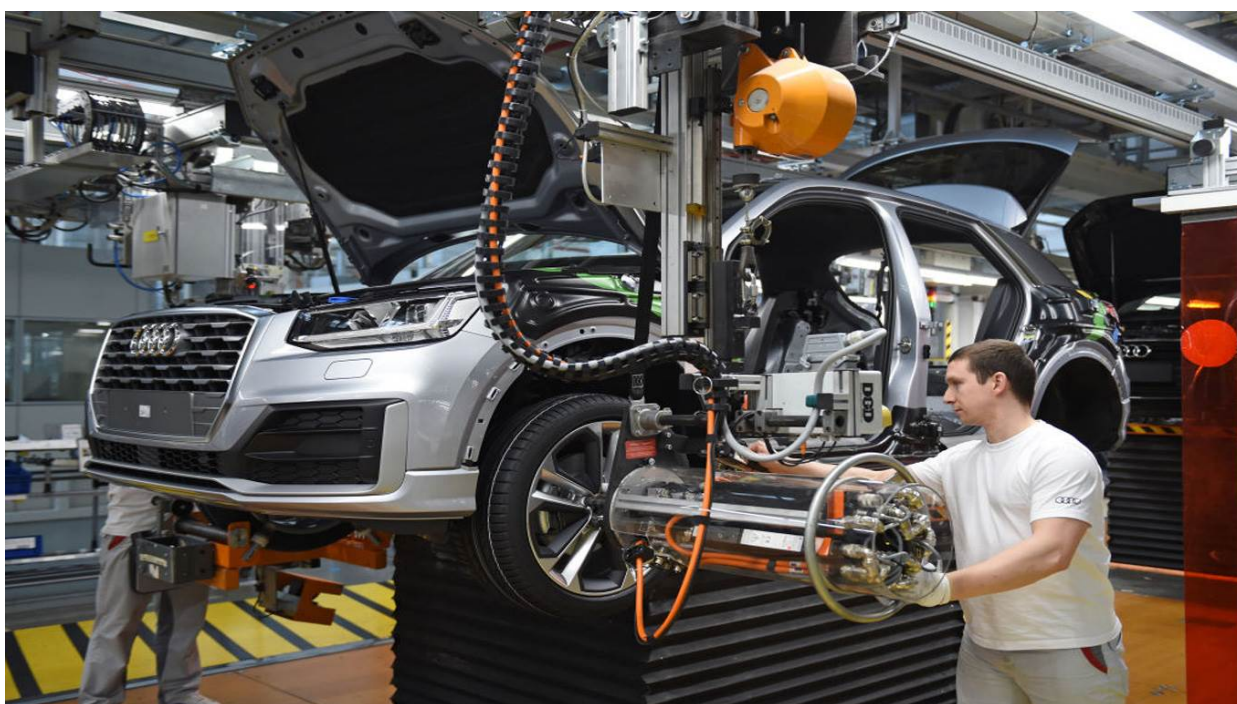


Le borbier protectionniste de Trump

PS project-syndicate.org/commentary/trump-protectionist-quagmire-by-anne-krueger-2018-11/french

Nov 15, 2018 [Anne O. Krueger](#)

WASHINGTON, DC – Après la Seconde guerre mondiale, les États-Unis ont été le principal architecte des initiatives de réduction des obstacles protectionnistes et de la mise en place d'un système commercial de libre-échange basé sur des règles. Ces efforts se sont traduits par un demi siècle de la croissance économique la plus rapide de l'histoire humaine. L'administration du président américain Donald Trump a aujourd'hui entrepris d'inverser ce processus. Les mesures protectionnistes décrétées par Trump sont contagieuses et se propageront sans doute bien au-delà des industries qu'il souhaite mettre à l'abri de la concurrence étrangère.



Prenons par exemple les importations d'acier, qui par décision de l'administration américaine sont taxées à hauteur de 25% depuis le mois de mars. La raison invoquée pour l'imposition de ces tarifs douaniers est la « sécurité nationale », même si l'industrie américaine de la Défense ne représente que 3% de la consommation d'acier des États-Unis. Si Trump était réellement préoccupé par la sécurité nationale, on ne peut que se demander pourquoi les États-Unis ne conservent pas le minerai de fer dans le sol comme réserve stratégique pour d'éventuelles hostilités futures. De toute façon, les droits de douane ont également été imposés à des alliés des États-Unis, comme le Canada, ce qui invalide une fois pour toute l'argument des intérêts sécuritaires. Dans le cas de pays rivaux comme la Chine, les importations d'acier étaient déjà soumises à des tarifs douaniers pouvant atteindre 70% et l'acier chinois ne représente de toute façon que 2% des importations américaines.

Les barrières tarifaires américaines à l'importation s'appliquent aujourd'hui à 59 formes d'acier différentes. Si une entreprise américaine ne trouve pas les produits sidérurgiques d'origine nationale dont elle a besoin, elle doit soit payer la taxe imposée, soit demander une exemption. Dans ce dernier cas, elle doit indiquer la quantité et la qualité de l'acier nécessaire, sa composition chimique, les dimensions du produit (des tubes ou des plaques, par exemple) et d'autres spécifications. Et elle doit faire une demande séparée pour chaque type d'acier, même si la seule différence concerne les dimensions du produit. Et enfin, elle doit prouver, pour chaque demande, qu'elle n'a pas été en mesure de s'approvisionner sur le marché américain.

Une fois les demandes d'exemption reçues par le département du Commerce, elles sont rendues publiques pendant 30 jours de façon à ce que les producteurs américains puissent les contester. Si aucun producteur ne se manifeste pour fournir l'acier nécessaire, l'entreprise requérante est censée obtenir une exemption d'un an dans un délai d'une semaine à l'issue de la période d'examen public. En réalité, l'obtention de ces exemptions par les entreprises a accusé des retards importants.

L'administration Trump avait tablé sur quelques 4500 demandes d'exemption de taxes sur les produits sidérurgiques. Pour superviser le processus de validation des exemptions, le département du Commerce a embauché 30 nouveaux employés. Mais au 1^{er} novembre, 31.527 demandes d'exemption avaient été reçues, ainsi que 14.492 objections de producteurs d'acier américains. Selon QuantGov, la plateforme numérique d'analyse des documents officiels américains, le Bureau of Industry and Security du département du Commerce a validé 11.259 demandes d'exemption, en a refusé 4367 et doit encore traiter 50 pour cent des demandes reçues. Et au 2 novembre, le prix de l'acier laminé à chaud aux États-Unis accusait une hausse de 33,4% par rapport à l'an dernier.

En 2002, lorsque l'industrie sidérurgique avait convaincu le président George W. Bush d'imposer des droits de douane prohibitifs de 8% à 30% sur l'acier importé, le secteur sidérurgique employait quelques 187.000 travailleurs aux États-Unis. Il a été estimé que 6000 nouveaux emplois avaient été créés par ces nouvelles taxes, mais que près de 200.000 emplois furent perdus dans les secteurs annexes consommateurs d'acier. Après avoir allégé ces taxes, l'administration Bush les avait totalement abrogées après 18 mois.

Aujourd'hui, l'industrie sidérurgique américaine emploie 80.000 personnes environ et des millions d'autres dans les industries annexes. Selon une étude publiée en mars, les droits de douane imposés par l'administration Trump sur l'acier et l'aluminium pourraient créer 33.400 nouveaux emplois, mais devraient en supprimer 180.000 dans d'autres secteurs de l'économie.

Tout ceci était prévisible. Les entreprises consommatrices d'acier (dont les constructeurs automobiles et les fabricants de machines-outils et de matériel agricole) sont à présent sérieusement désavantagées par rapport à leurs concurrents étrangers. Et pendant que ces entreprises perdent des parts de marché, à la fois au plan national et à l'étranger, la compétitivité de l'industrie sidérurgique américaine déclinera également parce qu'elle est à l'abri de la concurrence étrangère.

Comme le démontre le nombre aussi élevé de demandes d'exemption, gérer une politique protectionniste est extraordinairement complexe, même si une seule industrie est concernée. Et aujourd'hui, le borborygme protectionniste de Trump ne fait que s'aggraver. La Corée du Sud, qui a accepté une réduction volontaire de ses exportations d'acier en échange d'exemption des taxes américaines sur l'acier, a demandé à l'association nationale des producteurs d'attribuer des quotas d'exportation à ses membres. Il n'en reste pas moins que ce sont les autorités douanières américaines qui devront assumer le coût de la vérification des importations d'acier pour s'assurer qu'elles correspondent aux ententes entre les deux pays.

Les taxes sur l'acier de l'administration Trump sont encore plus effarantes quand on sait que le secteur est caractérisé par d'importantes surcapacités au niveau mondial, en Chine en particulier. Au lieu de tenter de trouver une solution multilatérale négociée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, Trump tente d'accroître la production américaine d'acier, aggravant l'excédent.

Et pour envenimer la situation, l'administration Trump envisage de nouveaux tarifs douaniers. Lors d'un meeting en août, Trump a réitéré ses menaces concernant l'instauration d'une taxe de 25% sur les importations de voitures – en particulier celles en provenance de l'Union européenne. S'il concrétise ces menaces, le Peterson Institute for International Economics estime que le prix de vente d'une nouvelle voiture aux États-Unis augmentera dans une fourchette comprise entre 1400 et 7000 dollars, où qu'elle ait été fabriquée. Des analystes du Council on Foreign Relations ont de plus démontré que les augmentations de coût liées aux taxes sur l'acier menacent quelques 40.000 emplois de l'industrie automobile américaine.

En somme, les taxes instaurées sur l'acier et autres produits par Trump ne combleront pas le déficit des comptes courants des États-Unis, pas plus qu'elles ne créeront des emplois. Ce déficit reflète la différence entre les flux d'épargne et les investissements entre les États-Unis et le reste du monde. Les droits de douane sur les importations n'ont aucune influence sur ce déficit, mais ils augmenteront certainement les coûts pour les consommateurs et les producteurs américains. Au lieu de songer à de nouvelles taxes, l'administration Trump devrait mettre fin à son chantage protectionniste avant que la situation ne dégénère complètement.

Anne O. Krueger, a former World Bank chief economist and former first deputy managing director of the International Monetary Fund, is Senior Research Professor of International Economics at the School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, and Senior Fellow at the Center for International Development, Stanford University.